

Le QCGN organise une consultation parallèle sur le projet de loi 96

Montréal, le 19 août 2021 – Le Quebec Community Groups Network (QCGN) invite un échantillon très représentatif de Québécois à exprimer leurs préoccupations et à présenter des recommandations sur le projet de loi 96, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français. Ce projet de loi vise à appliquer et à renforcer la Charte de la langue française (Loi 101).

Les consultations spéciales et les audiences publiques de l'Assemblée nationale sur le projet de loi 96 se tiendront pendant neuf jours, du 21 septembre au 7 octobre. La Commission de la culture et de l'éducation doit entendre 51 groupes et particuliers – mais seule une poignée d'entre eux, dont le QCGN, représente la communauté d'expression anglaise du Québec.

« Compte tenu de la complexité et de l'ampleur des modifications législatives proposées, de la proposition d'invoquer la disposition de dérogation pour contourner nos chartes des droits provinciale et fédérale, et du fait que le projet de loi 96 comprend un amendement unilatéral à la Constitution canadienne, le cadre restreint de la consultation gouvernementale est inacceptable », a déclaré Marlene Jennings, présidente du QCGN.

« Il est essentiel que les voix des Québécois se fassent entendre, a ajouté Mme Jennings. Voilà pourquoi le QCGN a décidé de mener une consultation parallèle afin de prendre le pouls de la communauté et transmettre un message clair et fort au gouvernement. »

Le QCGN invite donc les organismes et les particuliers à soumettre leurs opinions sous forme de lettres ou de mémoires. Début septembre, il tiendra des audiences publiques afin de permettre à notre communauté de s'exprimer pleinement avant la tenue des audiences du gouvernement.

« Nous cherchons ainsi à amplifier la voix des citoyens sous-représentés et à renforcer le mémoire du QCGN à l'Assemblée nationale, explique Mme Jennings. Sinon, trop de voix resteront exclues de la discussion sur une législation qui abrogerait les droits fondamentaux sous le couvert d'une législation linguistique. »

« Le QCGN encourage également les organismes et les personnes qui soumettent leurs commentaires à l'Assemblée nationale à les partager avec nous, ajoute Mme Jennings. Nous compilerons toutes les soumissions que nous recevrons et nous les transmettrons au comité, en annexe au mémoire du QCGN. Cette démarche permettra de souligner l'opposition de notre communauté à cette législation controversée. »

Le QCGN accepte les lettres et les mémoires jusqu'au 27 août à info@qcgn.ca. Pour plus de détails sur le projet de loi 96, allez à [QCGN/Bill 96](https://www.qcgn.ca/Bill-96). Pour toute autre question, vous pouvez également communiquer avec nous en écrivant à info@qcgn.ca

Le Quebec Community Groups Network (www.qcgn.ca) est un organisme à but non lucratif qui rassemble des organismes communautaires d'expression anglaise de tout le Québec. Centre d'expertise et d'actions collectives fondées sur des données probantes, il cerne, aborde et explore les enjeux

stratégiques qui ont des répercussions sur le développement et le dynamisme de la communauté québécoise d'expression anglaise. Le QCGN favorise également le dialogue et la collaboration entre ses organisations membres, les particuliers, les groupes, les institutions et les dirigeants de la communauté.

Pour plus d'informations :

Rita Legault, directrice des communications | rita.legault@qcgnc.ca

Téléphone : 514 912-6555